

Marché public de services

**PRESTATIONS D'ASSURANCE COMPLÉMENTAIRE SANTÉ
À DESTINATION DU PERSONNEL DE L'ANSES**

Cahier des Clauses Particulières N°27 du 15 mai 2024
-
(C.C.P)

Numéro de contrat :

Pouvoir Adjudicateur :	Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail.
Objet du marché :	Prestations d'assurance complémentaire santé à destination du personnel de l'ANSES
Mode de passation :	Marché ordinaire passé en procédure d'appel d'offre ouvert par un Pouvoir adjudicateur en application des dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.
Personne signataire du marché :	Monsieur le directeur général de l'ANSES
Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R. 2191- 59 du Code de la commande publique :	Monsieur le directeur général de l'ANSES
Comptable assignataire des paiements :	Madame l'agent comptable principal

Table des matières

ARTICLE 1 : Identification du marché.....	5
1.1 - Objet du marché	5
1.2 - Forme du marché.....	5
1.3 - Durée du marché - Reconduction	6
ARTICLE 2 : Identification du pouvoir adjudicateur	6
2.1 - Correspondants administratifs en charge de la comptabilité du marché	7
ARTICLE 3 : Obligations générales des parties.....	8
3.1 - Forme des notifications et informations	8
3.2 - Modalités de computations des délais d'exécution des prestations	8
3.3 - Représentation de l'acheteur	8
3.4 - Représentation du titulaire et obligations d'information relative au titulaire	8
3.4.1 Identification des représentants du titulaire.....	8
3.4.2 Obligation du titulaire d'informer le représentant de l'acheteur de tout changement de sa situation juridique et administrative.....	8
3.5 - Groupement d'opérateurs économiques	9
3.6 - Sous-traitance	9
ARTICLE 4 : Pièces constitutives du marché	10
ARTICLE 5 : Confidentialité – Protection données personnelles – Sécurité	10
5.1 - Obligation de confidentialité	10
5.2 - Protection des données à caractère personnel	11
ARTICLE 6 : Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	11
6.1 - Respect de la réglementation.....	11
6.2 - Respect des obligations sociales et lutte contre le travail dissimulé - Dispositif de vigilance : transmission des justificatifs en cours d'exécution du contrat	12
6.3 - Respect des dispositions prévues pour l'emploi de salariés étrangers - Dispositif de vigilance : transmission des pièces justificatives en cours d'exécution	12
ARTICLE 7 : Assurance	13
7.1 - Étendue de l'obligation d'assurance.....	13
7.2 - Délai de remise des attestations d'assurance au représentant de l'acheteur	13
7.2.1 Remise des attestations avant notification du marché	13
7.2.2 Remise des attestations pendant l'exécution du marché	13
ARTICLE 8 : Clause environnementale	13
ARTICLE 9 : Forme des prix	15
9.1 - Tarification du socle de la cotisation des agents	15



9.2 - Tarification du socle pour les ayants droit et les retraités	16
9.3 - Tarification pour le régime optionnel	16
9.4 - Tarification pour la surcomplémentaire	16
9.5 - Cotisations additionnelles affectées aux fonds sociaux dédiés	17
ARTICLE 10 : Révision des prix	17
ARTICLE 11 : Catégories concernées et garanties applicables.....	19
11.1 - Bénéficiaires.....	19
11.1.1 Récapitulatif des bénéficiaires du contrat	19
11.1.2 Éléments statistiques sur la population couverte	20
11.2 - Début des garanties	21
11.3 - Cessation des garanties	21
11.4 - Maintien des garanties	21
11.5 - Structure de l'offre « Santé », services associés, actions de prévention et fonds de solidarité	22
11.6 - Mise en place du régime et exécution.....	23
11.7 - Pilotage du régime	23
ARTICLE 12 : Gestion des cotisations de l'affiliation et des prestations.....	25
12.1 - Interlocuteurs dédiés.....	25
12.2 - Gestion des cotisations pour les garanties obligatoires des agents	26
12.3 - Gestion des cotisations pour les garanties facultatives	26
12.4 - Gestion des prestations	26
12.5 - Suivi des cotisations et prestations	26
12.6 - Communication.....	27
12.7 - Suivi de la qualité de la gestion	28
12.8 - Mise à jour des éléments contractuels des contrats collectifs.....	28
12.9 - Modification du marché/ clause de réexamen.....	28
ARTICLE 13 : Pénalités.....	30
13.1 - Pénalités relatives à la mise en place du dispositif de PSC.....	30
13.2 - Pénalités de retard relatives à l'exécution des prestations.....	30
13.3 - Pénalités de retard relatives au reporting	31
13.4 - Pénalités pour non fourniture des documents relatifs au travail dissimulé	31
13.5 - Autres pénalités.....	31
13.6 - Plafonnement et exonération.....	31
ARTICLE 14 : Résiliation.....	32
14.1 - Résiliation par l'acheteur – principes généraux	32
14.2 - Résiliation pour événements extérieurs au marché.....	32



14.3 - Résiliation pour faute du titulaire.....	32
14.4 - Résiliation pour motif d'intérêt général	33
ARTICLE 15 : Transmission de données et clause de transférabilité	33
ARTICLE 16 : Règlement des différends entre parties	33

ARTICLE 1 : Identification du marché

1.1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet la mise en place d'un régime collectif « Complémentaire Santé » (remboursements de frais de soins de santé occasionnés par une atteinte à l'intégrité corporelle de l'assuré ou lié à la maternité, en complément du régime légal de base) en faveur des agents et des retraités de l'Agence de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail. (ci-après, l'ANSES) et de leurs ayants droit.

Il comprend un socle reprenant le panier de soins issus de l'accord interministériel conclu le 26 février 2022 (dénommé socle ci-après) obligatoire pour les agents de l'ANSES et facultatif pour les retraités de l'ANSES et les ayants droit ainsi qu'un régime optionnel avec 2 niveaux facultatifs et une surcomplémentaire. Le détail des garanties socle et optionnelles est présenté en ANNEXE 1 du présent CCP.

Les garanties socle et optionnelles sont conformes au cahier des charges des contrats responsables et solidaires, incluant la réforme du « 100% santé » ainsi qu'au panier de soins de l'accord interministériel conclu le 26 février 2022 pour le socle obligatoire.

Pour les agents actifs de l'ANSES, la participation de l'employeur correspond à :

- 50% de la cotisation d'équilibre pour le socle obligatoire
- 50% du prix d'une option dans la limite du plafond de 5 euros

Les retraités de l'ANSES et les ayants de droit ne bénéficient pas de la participation de l'employeur.

Ces services d'assurance complémentaire santé sont à fournir aux clauses et conditions du présent marché, selon le détail décrit ci-après et celui indiqué dans les annexes.

Il s'applique à ce marché d'assurance collectif obligatoire « Complémentaire Santé » en particulier les textes suivants :

- Code de la commande publique
- Accord interministériel relatif à la protection sociale complémentaire en matière de couverture des frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident dans la fonction publique de l'Etat, 26 février 2022
- Décret n° 2022-633 du 22 avril 2022 relatif à la protection sociale complémentaire en matière de couverture des frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident dans la fonction publique de l'Etat
- Arrêté du 30 mai 2022 relatif à la protection sociale complémentaire en matière de couverture des frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident dans la fonction publique de l'Etat

1.2 - Forme du marché

Le présent marché est un marché de services fractionné, comprenant une tranche ferme et deux tranches optionnelles et non alloti.

La tranche ferme correspond à la mise en place du régime collectif « Complémentaire Santé » comprenant le socle interministériel, le régime optionnel avec 2 niveaux et la surcomplémentaire pour les agents de l'ANSES, ses retraités et leurs ayants droit.

Les 2 tranches optionnelles concernent la gestion de chacun des 2 fonds (aide aux retraités, accompagnement social) par le titulaire. L'acheteur se réserve la possibilité de notifier au titulaire du marché le déclenchement de la tranche optionnelle pour chacun des 2 fonds mentionnés ci-dessus. Le délai pour affermir chacune des tranches optionnelles est fixé au plus tard au 1^{er} mars 2026.

Les variantes non sont pas acceptées.

Les éventuelles réserves sont récapitulées dans un document annexé au mémoire technique du candidat. La notation des réserves impacte le critère technique de l'offre de la façon suivantes :

- **Réserves majeures** : réserves affectant les niveaux de garanties ou la structure de la cotisation ou remettant en cause les éléments essentiels de la prestation attendue (notamment au regard de l'accord interministériel du 26 février 2022 et les mesures réglementaires d'application, l'accord d'Établissement et les articles 9, 10, 11 et 12 du présent CCP). Elles emporteront le **rejet de l'offre comme irrégulière** ;
- **Réserves mineures** = réserves apportant des modifications de faible importance sans remise en cause des éléments essentiels du marché. Elles emporteront le **retrait de 2 points par réserve sur la note globale finale** du candidat **dans la limite de 20 points retirés** ;
- **Réserves sans influence technique ou financière** (réserves de cohérence ou de pure forme) : elles seront **sans effet sur la notation** du candidat.

Aucune prestation supplémentaire éventuelle n'est prévue.

1.3 - Durée du marché - Reconduction

Le marché prend effet à compter de sa date de notification pour une période initiale allant jusqu'au 31/12/2027, comprenant :

- Une phase préparatoire à compter de la date d'effet du marché jusqu'au 31/12/2025, pour sécuriser la mise en place effective des contrats au 1^{er} janvier 2026. Elle ne donne pas lieu à rémunération du titulaire.
- La mise en place du régime collectif « Complémentaire Santé » de l'ANSES à compter du 1^{er} janvier 2026 pour une période de 24 mois.

A l'issue de cette période initiale, le marché est reconductible tacitement au maximum 4 fois pour de nouvelles périodes de 12 mois.

La décision de ne pas reconduire le marché devra être notifiée au titulaire par tout moyen permettant d'en garantir la date de réception au plus tard 6 mois avant la date anniversaire de tacite reconduction. Cette décision n'ouvrira droit à aucune indemnisation et s'imposera au titulaire qui ne pourra pas la contester.

Période estimative de notification (à titre d'information) : courant juin 2025.

ARTICLE 2 : Identification du pouvoir adjudicateur

L'agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) est un établissement public de l'Etat à caractère administratif créé par l'ordonnance n°2010-18 du 7 janvier 2010 et du décret n°2010-719 du 28 juin 2010.



2.1 - Correspondants administratifs en charge de la comptabilité du marché

Personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances :

Monsieur le Directeur général

Ordonnateur : Monsieur le Directeur général

Comptable assignataire des paiements : Madame l'agent comptable principal

CHAPITRE 1 : GENERALITES

ARTICLE 3 : Obligations générales des parties

3.1 - Forme des notifications et informations

Sauf dispositions spécifiques dans le présent document, les notifications et transmissions d'informations entre le titulaire et l'acheteur qui font courir un délai nécessitant la détermination d'une date et éventuellement d'une heure certaine sont effectuées par le biais du profil d'acheteur indiqué dans le règlement de la consultation (ou notifié au titulaire par l'acheteur en cas de modification de ce profil pendant l'exécution du contrat) ou par lettre recommandée avec accusé de réception à l'adresse postale des parties mentionnée dans l'acte d'engagement ou à leur siège social, ou sur support électronique ou tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

3.2 - Modalités de computations des délais d'exécution des prestations

Tout délai mentionné au marché commence à courir à 0 heure, le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai. Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours calendaires et il expire à minuit le dernier jour du délai. Lorsque le délai est fixé en mois, il est compté de quantième en quantième. S'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire le dernier jour de ce mois, à minuit. Lorsque le dernier jour du délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit, à minuit. Lorsque le délai est fixé en jours ouvrés, il s'entend hors samedis, dimanches et jours fériés.

Le délai s'appliquant au titulaire n'inclut pas le délai nécessaire à l'acheteur pour effectuer ses opérations de vérification et prendre sa décision.

3.3 - Représentation de l'acheteur

Le Directeur général de l'ANSES est seul habilité à engager la personne publique pour l'exécution du présent marché. En cours d'exécution du marché, le représentant de l'acheteur peut désigner par délégation expresse d'autres personnes habilitées à le représenter.

3.4 - Représentation du titulaire et obligations d'information relative au titulaire

3.4.1 IDENTIFICATION DES REPRESENTANTS DU TITULAIRE

Les représentants du titulaire sont désignés à la partie B de l'acte d'engagement.

3.4.2 OBLIGATION DU TITULAIRE D'INFORMER LE REPRESENTANT DE L'ACHETEUR DE TOUT CHANGEMENT DE SA SITUATION JURIDIQUE ET ADMINISTRATIVE

Le titulaire s'engage à notifier à l'acheteur tout changement affectant sa situation juridique et administrative et notamment les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;



- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à ses coordonnées bancaires ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Il doit également notifier les jugements de redressement ou liquidation judiciaire ou toute mesure d'interdiction de concourir prise à son encontre.

En cas de changement de la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, le titulaire communiquera à l'acheteur tous les justificatifs attestant de ce changement de situation (pouvoirs engageant le titulaire et ses cotraitants, numéro unique d'identification délivré par l'INSEE, publications légales, copies de procès-verbaux d'assemblées générales, jugements...). Selon le type de de changement affectant le titulaire, la modification sera prise en compte dans le contrat par voie de modification de marché (au sens des articles R2194-1 à R2194-10 CCP) ou de certificat administratif.

3.5 - Groupement d'opérateurs économiques

Le membre du groupement d'opérateurs économiques, désigné dans le marché comme mandataire, représente l'ensemble des membres du groupement, vis-à-vis de l'acheteur, pour l'exécution du marché.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire, de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard de l'acheteur jusqu'à la date à laquelle ses obligations prennent fin.

En cas de groupement solidaire, chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance des autres membres du groupement.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. À défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement. Si le titulaire du marché est un groupement conjoint, et en cas de défaillance du mandataire du groupement en cours d'exécution du marché, le nouveau mandataire ne se voit pas imposer une obligation de solidarité avec les autres cotraitants. Son rôle est limité à la représentation et à la coordination des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur.

3.6 - Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché sauf concernant la prestation d'assurance objet du présent contrat qui constitue une prestation essentielle au sens des dispositions de l'article L 2193-3 du code de la commande publique et qui ne peut être sous traitée.

La sous-traitance des autres prestations confiées au titulaire ne peut se faire qu'à condition d'avoir obtenu, préalablement du pouvoir adjudicateur, l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le titulaire remet au pouvoir adjudicateur (ou lui adresse par lettre recommandée avec accusé de réception) une Déclaration de sous-traitance (imprimé DC 4) dûment remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant et accompagnée des attestations de régularité fiscale et sociale du sous-traitant.

Le formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance) peut être téléchargé à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Une copie des documents devra être communiquée par le titulaire au sous-traitant.

En cas de sous-traitance, le titulaire du marché demeure personnellement responsable du respect de toutes les obligations résultant du marché tant envers le groupement de commandes qu'envers les personnels de la société.

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable des conditions de paiement, expose le titulaire à la résiliation du marché sans indemnités.

ARTICLE 4 : Pièces constitutives du marché

Dans le respect des dispositions du Code de la commande publique, les documents contractuels sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe technique et financière
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses 2 annexes
- Le mémoire technique du titulaire, dont le plan devra respecter les items de l'annexe technique et financière
- L'éventuelle note détaillée des réserves du titulaire ;
- Les conditions générales et particulières du titulaire du marché et leurs éventuelles annexes
- Les éventuels actes spéciaux de sous-traitance

ARTICLE 5 : Confidentialité – Protection données personnelles – Sécurité

5.1 - Obligation de confidentialité

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont l'acheteur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'acheteur. Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.



Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments :

- qui étaient dans le domaine public au moment de leur divulgation ou que l'acheteur aurait lui-même rendus publics pendant l'exécution du marché ;
- signalés comme présentant un caractère non confidentiel et relatifs aux prestations du marché ;
- qui ont été communiqués au titulaire par un tiers ayant légalement le droit de diffuser ces informations, documents ou éléments, comme le prouvent des documents existant antérieurement à leur divulgation.

L'acheteur et le titulaire signalent les documents, informations, et éléments contractuels ou non communiqués à l'occasion du marché et soumis à l'obligation de confidentialité.

5.2 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la législation applicable en matière de protection de données à caractère personnel et de respect de la vie privée et notamment le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, ainsi que la loi informatique et libertés n°78-17 du 06 janvier 1978 modifiée.

Le titulaire sera amené à traiter des données personnelles au nom de l'ANSES. Ainsi, un document spécifique sera signé entre les parties. Ce document définira notamment l'objet et la durée du traitement, la nature et la finalité du traitement, le type de données à caractère personnel et les catégories de personnes concernées, ainsi que les obligations et les droits des Parties. En tout état de cause, le titulaire se conformera à l'article 28 du RGPD.

ARTICLE 6 : Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

6.1 - Respect de la réglementation

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois, règlements et conventions collectives relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Le titulaire est également tenu au respect des stipulations des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure de justifier du respect de ces obligations, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu de se conformer aux modifications demandées par l'acheteur pour se conformer à la réglementation en vigueur.

Les nouvelles obligations s'imposent alors au titulaire dès la notification de l'ordre de service correspondant sans qu'il soit signé une modification de contrat au marché sauf en cas d'incidence financière avérée. Le titulaire devra informer l'acheteur lorsque la nouvelle réglementation aura été mise en œuvre pour le marché.

En cas de violation par le titulaire de ses obligations en matière légale ou réglementaires relatives au travail, l'acheteur peut résilier le marché pour faute (cf. chapitre 4).

6.2 - Respect des obligations sociales et lutte contre le travail dissimulé - Dispositif de vigilance : transmission des justificatifs en cours d'exécution du contrat

Le titulaire s'engage à fournir à l'acheteur sans demande expresse de ce dernier, tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 modifié (titulaire établi ou domicilié en France) ou D 8222-7 (titulaire établi ou domicilié à l'étranger) modifié du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont transmises par tout moyen permettant de donner date certaine. Les documents seront transmis à l'adresse du siège social de l'ANSES dès la notification du marché.

Le titulaire s'engage également à imposer cette obligation à ses sous-traitants qui devront lui transmettre les pièces indiquées ci-dessus.

Conformément aux articles L2141-1 à LL2141-11 CCP, si le titulaire se trouve en cours d'exécution du contrat en situation d'interdiction de soumissionner aux marchés publics ou en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R2144-1 CCP, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D 8222-5 modifié ou D 8222-7 et D 8222-8 modifié du code du travail, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues au présent contrat.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité suite à cette résiliation.

6.3 - Respect des dispositions prévues pour l'emploi de salariés étrangers - Dispositif de vigilance : transmission des pièces justificatives en cours d'exécution

Dans le cadre de l'article L8254-1 du code du travail, le titulaire établi en France qui recourt à l'emploi de salariés étrangers (article D 8254-2 du code du travail) ou le titulaire établi à l'étranger qui détache des salariés sur le territoire national français pour l'exécution du présent marché (article D 8254-3 du code du travail), s'engage à fournir à l'acheteur sans demande expresse de ce dernier, tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à autorisation de travail. Cette liste comprendra les indications prévues à l'article D 8254-2 du code du travail.

Les informations mentionnées ci-dessus sont transmises par le titulaire, par tout moyen permettant de donner date certaine à l'adresse du siège social de l'ANSES. Le titulaire s'engage également à imposer cette obligation à ses sous-traitants qui devront lui transmettre les pièces indiquées ci-dessus.

En cas de non-respect de ces stipulations, l'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire. Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité suite à cette résiliation.

Si la personne publique décide de conclure un marché de substitution après résiliation, les éventuels excédents de dépenses sont prélevés sur les sommes dues au titre du marché résilié sans préjudice des droits à exercer contre le titulaire en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles des dépenses restent acquises à la personne publique.

ARTICLE 7 : Assurance

7.1 - Étendue de l'obligation d'assurance

Le titulaire du marché, ainsi que ses cotraitants éventuels doivent contracter les assurances couvrant les risques liés à l'exécution des prestations. Ils doivent maintenir les assurances demandées. A défaut leur responsabilité sera engagée.

Les attestations d'assurance doivent comporter les mentions suivantes :

- Les coordonnées du titulaire.
- La nature et les montants des dommages garantis.
- La période de validité.

7.2 - Délai de remise des attestations d'assurance au représentant de l'acheteur

7.2.1 REMISE DES ATTESTATIONS AVANT NOTIFICATION DU MARCHÉ

Les attestations (y compris celles des cotraitants éventuels) devront être communiquées avant notification du marché, dans le délai fixé au règlement de la consultation. A défaut de communication des attestations d'assurance demandées, le marché ne sera pas notifié.

7.2.2 REMISE DES ATTESTATIONS PENDANT L'EXECUTION DU MARCHÉ

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire les attestations d'assurance en cours de validité, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

A défaut de transmission des attestations d'assurance dans le délai imparti, l'acheteur met le titulaire en demeure de se conformer à cette obligation dans le délai de 15 jours à compter de la réception de la mise en demeure.

Si le titulaire ne satisfait pas à la mise en demeure, il encourt une pénalité fixée à 7500€.

ARTICLE 8 : Clause environnementale

Le titulaire s'engage à respecter les exigences législatives et réglementaires qui lui sont applicables à la date de signature du marché par ses soins.

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du contrat et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du contrat, les modifications éventuelles, demandées par l'acheteur, afin de se conformer aux règles nouvelles donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au contrat.



Dans le cadre du marché, il est demandé au titulaire de :

- Privilégier les échanges par voie dématérialisée (courriel, vidéoconférence, audioconférence)
- Transmettre les différents livrables sous format dématérialisés
- En cas de remise de supports papier, il doit être utilisé du papier recyclé ou à défaut du papier issu des forêts gérées durablement (label FCS – PEFS ou équivalent)
- Proposer des documents dématérialisés aux bénéficiaires (notices, guide, carte de tiers payant) et mettre à disposition des espaces dématérialisés.
- Favoriser les déplacements en transport en commun, notamment en train en cas de participation du titulaire aux réunions de l'ANSES. Les déplacements en avion doivent être exceptionnels.

Le titulaire doit être en mesure de justifier du respect de ces obligations, en cours d'exécution du contrat et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

CHAPITRE 2 : PRIX ET REVISION

ARTICLE 9 : Forme des prix

Le marché est conclu sur la base de prix unitaires fermes la première période d'exécution. Ils sont ensuite révisables chaque année dans les conditions fixées à l'article 28 du décret n°2022-633 du 22 avril 2022 rappelées à l'article 9 du présent CCP.

Pour chaque type de bénéficiaire, les cotisations seront différentes selon le bénéfice du régime général de la Sécurité Sociale ou du régime d'Alsace Moselle.

Les prix sont exprimés en euros. Ils doivent être exprimés en respectant les structures de cotisation par bénéficiaire déterminées par le Chapitre III du décret n°2022-633 du 22 avril 2022. Cela devra être formalisé de manière détaillée dans l'« Annexe technique et financière » de l'Acte d'Engagement.

9.1 - Tarification du socle de la cotisation des agents

La cotisation de chaque agent est calculée en référence à la cotisation équilibre du contrat. Cette cotisation d'équilibre comprend une cotisation de référence et le coût des différents mécanismes de solidarité prévus.

L'ANSES participe à hauteur de 50% de la cotisation d'équilibre.

La cotisation restant directement à la charge de l'agent est définie de la façon suivante :

- ✓ Une part individuelle forfaitaire équivalent à 20% de la cotisation d'équilibre
- ✓ Une part individuelle solidaire en fonction de la rémunération brute mensuelle (limitée au plafond mensuel de la sécurité sociale, soit 3.925 € en 2025), de plus ou moins 30%.

Le calcul de cette part solidaire est effectué, annuellement, via une « démarche globale » qui peut être résumée de la façon suivante :

- La part solidaire « moyenne » est égale à 30% de la cotisation d'équilibre ;
- Cette part solidaire « moyenne » permet de calculer un budget annuel (Budget annuel = part solidaire moyenne mensuelle * 12 * nombre agents)

Ce budget annuel est ensuite ramené à la masse salariale totale des rémunérations capées au PMSS (c'est-à-dire la somme de toutes les rémunérations capées au PMSS) afin d'exprimer cette part solidaire en % de la rémunération : part solidaire en % de la rémunération = budget annuel / masse salariale totale des rémunérations capées au PMSS.

Ensuite, ce pourcentage sera appliqué à chaque agent sur sa rémunération capée au PMSS. La part individuelle solidaire sera spécifique à chacun et proportionnel à la rémunération brute mensuelle jusqu'au PMSS.

Pour les agents en situation de congé parental, de disponibilité pour raison de santé, de congé sans rémunération pour raison de santé, de congé sans rémunération pour raison de santé, de maternité ou lié aux charges parentales, de congé de proche aidant, de congé de présence parentale, de congé de solidarité familiale, de congé de formation professionnelle et bénéficiaires de l'allocation spécifique de cessation anticipée d'activité, la part individuelle restant à la charge de l'agent équivaut à 50% de la cotisation d'équilibre.

9.2 - Tarification du socle pour les ayants droit et les retraités

Enfants et petits enfants	Cotisation réelle jusqu'à 50% de la cotisation d'équilibre pour le 1er et 2nd enfant ou petit enfant jusqu'à 21 ans Cotisation réelle jusqu'à 100% de la cotisation d'équilibre entre 21 et 25 ans Gratuité à partir du 3 ^{ème} enfant ou petit enfant jusqu'à 21 ans
Conjoints et assimilés d'agents	Cotisation réelle jusqu'à 110% de la cotisation d'équilibre
Retraités	<ul style="list-style-type: none">• 175% de la cotisation d'équilibre Avec dans les 6 ans après la cessation d'activité <ul style="list-style-type: none">• 100% de la cotisation d'équilibre pour la première année• 125% de la cotisation d'équilibre pour la deuxième année• 150% de la cotisation d'équilibre pour les 3^{ème}, 4^{ème} et 5^{ème} années• 175% de la cotisation d'équilibre ensuite A partir de 75 ans, la cotisation n'évolue plus en fonction de l'âge.
Conjoints et assimilés de retraités	<ul style="list-style-type: none">• Moins de 60 ans• 60-64 ans• 65-69 ans• 70-74 ans• 75 ans et plus A partir de 75 ans, la cotisation n'évolue plus en fonction de l'âge.

9.3 - Tarification pour le régime optionnel

Le régime optionnel comprend 2 niveaux d'option.

La cotisation de chaque agent est calculée en référence à la cotisation d'équilibre du niveau d'option choisie reprenant les mêmes mécanismes de solidarités pour les retraités et les ayants droit.

La cotisation de l'agent actif pour l'option est 100% forfaitaire. Elle ne comprend pas de partie variable en fonction de sa rémunération.

La participation de l'employeur prend la forme d'un remboursement à l'agent qui a souscrit une option à hauteur de 50%, dans la limite de 5 euros par mois.

Pour tous les autres bénéficiaires, le même système de tarification que pour le socle est mis en place. (cf. Annexe Technique et Financière de l'acte d'engagement).

L'option complémentaire est facultative et, si elle est souscrite par un agent actif ou un agent retraité, elle s'applique aussi à tous ses ayants droit ayant souscrit le socle.

9.4 - Tarification pour la surcomplémentaire

La tarification de la surcomplémentaire est identique pour tous les bénéficiaires.

Elle ne peut être souscrite que si le niveau 2 du régime optionnel a été souscrite. En cas de souscription par l'adhérent (actif ou retraité), elle s'applique aussi à tous ses ayants droit.



9.5 - Cotisations additionnelles affectées aux fonds sociaux dédiés

Le fonds d'aide aux retraités est alimenté par 2% des cotisations hors taxes acquittées par l'ensemble des bénéficiaires du socle. Le fonds d'accompagnement social est alimenté par 0,5% des cotisations hors taxes acquittées par l'ensemble des bénéficiaires du socle.

En cas de résiliation du contrat, si la gestion de l'un des fonds ou tous a été confiée au titulaire, le solde de ces fonds est transféré dans un délai maximal de 6 mois à l'ANSES.

Frais divers : Les tarifs du Titulaire sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Le titulaire devra préciser les taxes, frais et chargements inclus dans les montants de cotisations proposés. En particulier, il devra indiquer :

- Les frais d'acquisition
- Les frais d'assurance
- Les frais de réassurance
- Les frais de gestion
- Les frais liés aux services
- Le coût de l'assistance
- Le coût du réseau de soins
- Les frais annexes
- Les taxes applicables (TSA)

Le taux de taxe applicable au produit (notamment la Taxe de Solidarité Additionnelle renouvelée) est celui en vigueur au moment de l'émission de la facture.

Enfin, l'ANSES sera particulièrement attentif à la transparence de la ventilation des chargements prélevés sur les cotisations HT.

Les informations sur les populations concernées pour l'établissement des prix sont jointes en ANNEXE 2 du présent CCP.

ARTICLE 10 : Révision des prix

Pour la première période d'exécution du marché les prix sont fermes.

La cotisation d'équilibre pourra être revue à expiration de la première période d'exécution puis annuellement pour le socle obligatoire ainsi que pour l'option complémentaire facultative, après avis de la CPPS de l'ANSES. L'évolution de la cotisation de la surcomplémentaire devra aussi faire l'objet d'une information de la CPPS.

Mise en œuvre:

La demande de révision tarifaire pour le socle et/ou le régime optionnel se fait à l'initiative du titulaire, **au plus tard le 30 juin de l'année N avant l'application du nouveau prix l'année N+1.**

Le titulaire présente à l'ANSES – Direction de l'Administration et des Finances - service achats/marchés publics (14 rue Pierre et Marie Curie 94701 Maisons-Alfort cedex) sa demande de révision par courrier recommandé avec accusé de réception. Cette proposition aura pour objectif le maintien d'un régime



équilibré. L'ensemble des paramètres retenus pour justifier le montant de cotisation proposé devront être argumentés et justifiés.

A réception du courrier recommandé, l'ANSES dispose d'un délai de 3 mois pour agréer ou refuser la proposition du titulaire. Si au 1er décembre de l'année N, l'ANSES n'a ni validé ni infirmé le calcul effectué, la demande de révision pour l'année N+1 est considérée comme acceptée.

En l'absence de communication de demande de révision des prix par le titulaire dans le délai précédemment indiqué, les prix de la période en cours continueront d'être appliqués.

Les modalités d'encadrement des évolutions tarifaires sont décrites et argumentées dans l'annexe technique et financière de l'acte d'engagement pour permettre une stabilité maximale des tarifs et éviter tout effet de bradage (dumping).

Conformément à l'article 28 du décret n°2022-633 du 22 avril 2022, la révision des tarifs devra être discutée par la Commission paritaire de pilotage et de suivi (CPPS).

Rappelons que, si le coût des mécanismes de solidarité en direction des retraités est supérieur à 10%, la CPPS est en droit d'adapter le plafonnement prévu des cotisations pour les retraités.

Seule une modification substantielle de la consommation ou un volume supplémentaire important de retraités ou d'ayants droit qui déséquilibrerait le régime au-delà de 100% permettrait une modification des cotisations en vue d'un rétablissement du ratio S/P dans une fourchette de 94% à 97% selon la dynamique de consommation.

Si la réglementation modifiait les bases de remboursement du régime légal de base de façon significativement favorable ou défavorable au régime, ou encore si la fiscalité produit devait être modifiée, le titulaire en avertira l'ANSES sans délai et tiendra informés ses interlocuteurs au gré des impacts prévisibles sur le régime. Il donnera les conseils nécessaires à l'aménagement du régime afin que l'employeur étudie quelle suite donner à ces changements.

Clause de sauvegarde :

En cas d'absence d'accord entre les parties concernant la hausse annuelle proposée par le titulaire, l'ANSES se réserve la faculté de résilier le marché pour motif d'intérêt général, sans préavis et sans que le titulaire puisse prétendre à une indemnité.

CHAPITRE 3 : EXECUTION

ARTICLE 11 : Catégories concernées et garanties applicables

11.1 - Bénéficiaires

Les assurés seront l'ensemble des agents, anciens agents de l'ANSES et leurs ayants-droits relevant des catégories de bénéficiaires définies par le Chapitre 1^{er} du décret n°2022-633 du 22 avril 2022.

L'adhésion est obligatoire pour tous les agents de l'ANSES sauf en cas de dispense à l'article 3 du décret n°2022-633 du 22 avril 2022. L'agent doit en faire la demande auprès de l'ANSES.

Un agent dispensé de l'obligation d'adhérer peut, à tout moment, renoncer à sa dispense et demander à adhérer au contrat. Dans ce cas, aucune majoration de cotisation ne peut lui être appliquée.

11.1.1 RECAPITULATIF DES BENEFICIAIRES DU CONTRAT

Bénéficiaires actifs Article 2 du décret n°2022-633 du 22 avril 2022	<ul style="list-style-type: none">Fonctionnaires civils de l'EtatAgents contractuels de droit publicAgents contractuels de droit privé lorsqu'ils ne sont pas couverts par un contrat collectif à adhésion obligatoire Conservent le statut de bénéficiaire actif : <ul style="list-style-type: none">Agents placés dans l'une des situations suivantes : congé parental, congé de proche aidant et congé de formation professionnelleAgents placés en indisponibilité pour des raisons de santé, congé sans rémunération pour raison de santé ou tout dispositif de même natureAgents bénéficiaires de l'allocation spécifique de cessation anticipée d'activité
Bénéficiaires retraités Article 4 du décret n°2022-633 du 22 avril 2022	<ul style="list-style-type: none">Avoir la qualité de bénéficiaire actif à la date de sa cessation d'activité pour admission à la retraiteÊtre titulaire d'une pension de retraite de droit direct du régime du code des pensions civiles et militaires Sous réserve que l'ANSES ait été le dernier employeur, l'adhésion est ouverte aux retraités ayant liquidé leur retraite avant le 1 ^{er} juillet 2024 dans l'année suivant la date d'entrée en vigueur du présent contrat et au futur retraité dans un délai d'un an suivant son départ à la retraite.
Ayants droit des agents et des retraités – conjoints Article 5 du décret n°2022-633 du 22 avril 2022	<ul style="list-style-type: none">Conjoint non séparé du corps dans les conditions prévues à l'article 296 du code civilPersonne liée par un pacte civil de solidaritéConcubin du bénéficiaire actif ou retraité
Ayants droit des agents et des retraités- enfants Article 5 du décret n°2022-633 du 22 avril 2022	<ul style="list-style-type: none">Enfants ou petits enfants :<ul style="list-style-type: none">✓ De moins de 21 ans

	<ul style="list-style-type: none">✓ De moins de 25 ans s'il justifie de la poursuite de leurs études, sont en contrat d'apprentissage ou demandeurs d'emploi✓ Handicapés reconnus par la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées, sans condition d'âge
--	---

Les bénéficiaires actifs qui deviennent d'anciens agents non retraités, maintiennent leur adhésion aux contrats collectifs en santé pour les mêmes garanties et à titre gratuit (sans contrepartie de cotisation), et ce à compter de la date de cessation de leur relation de travail avec leur employeur à conditions qu'ils soient inscrits comme demandeur d'emploi et indemnisés au titre de l'assurance chômage.

Le conjoint survivant et l'enfant orphelin du bénéficiaire actif ou du bénéficiaire retraité décédé, titulaire d'une pension, conserve à sa demande, la qualité de bénéficiaire ayant droit après leur décès. Sa demande d'adhésion doit être formulée dans le délai d'un an à compter du décès.

11.1.2 ÉLÉMENTS STATISTIQUES SUR LA POPULATION COUVERTE

Les effectifs des actifs au 31/12/2023 sont mentionnés ci-dessous. Le détail est présenté en ANNEXE 2 du présent CCP. A noter que l'effectif a augmenté de 2.51% au 31/12/2024.

	Total au 31/12/2023
Effectifs	1 476
Effectifs Hommes	456
Effectifs Femmes	1020
% Hommes	30,9%
% Femmes	69,1%
Âge moyen (au 31/12/2023)	43,72
Âge moyen Femmes	42,77
Âge moyen Hommes	44,19
Catégorie A+	410
Catégorie A	603
Catégorie B	401
Catégorie C	42
Autre	20
-	-
FONCT. TITULAIRE	284
CONTRACTUEL CDI	1009
CONTRACTUEL CDD	163
APPRENTIS	20

Pour le nombre de conjoints déclarés auprès de l'ANSES, il est de 738 au 31 décembre 2023.
Les éléments démographiques concernant les enfants et petits-enfants des agents ne sont pas exhaustifs.
Sont déclarés auprès de l'ANSES, 1291 enfants jusqu'à 21 ans et 449 enfants supérieurs à 21 ans.
Le nombre d'agents ayant 2 enfants et plus jusqu'à 21 ans est de 461.

Pour les retraités, le « stock » de retraités de l'ANSES a été estimé 280 personnes avec un âge moyen de 70 ans. Les hypothèses retenues sont autour de 21 nouveaux retraités par an dans les années à venir pendant la durée du marché.

11.2 - Début des garanties

À l'égard de l'agent actif, les garanties débutent :

- à la date d'effet du ou des contrat(s) collectif(s) Complémentaire Santé pour les agents présents à l'effectif
- à la date de l'embauche si celle-ci est postérieure à la date d'effet du régime collectif.

À l'égard des autres bénéficiaires, les garanties débutent :

- à la date de prise d'effet des garanties de l'agent, si leur affiliation est concomitante
- au plus tard, à la date du premier jour du mois qui suit, dans les autres cas.

Cas du régime optionnel et de la surcomplémentaire :

Les options et la surcomplémentaire peuvent être souscrites simultanément à la garantie socle par l'agent ou ultérieurement.

Si elles sont souscrites simultanément, leur date d'effet est identique à celle de la garantie socle. Si elles sont souscrites ultérieurement, elles ne prendront effet que le 1^{er} jour du trimestre suivant la validation de leur souscription. Des dispositions plus favorables peuvent s'appliquer en cas d'événements familiaux particuliers (naissance, modification de situation familiale...). Il est demandé au titulaire de les préciser dans son offre.

11.3 - Cessation des garanties

Pour tout bénéficiaire et ses éventuels ayants-droits, les garanties (socle et option) cessent :

- au jour de départ de l'agent de l'ANSES sous réserve du bénéfice de la portabilité des droits ou d'une affiliation au titre de bénéficiaire retraité à ce même contrat.
- à la date de résiliation de l'adhésion facultative des ayants-droits
- à la date de résiliation de l'option complémentaire
- à la date de résiliation de la surcomplémentaire

en tout état de cause à la date de résiliation du ou des contrat(s) collectif(s).

Les garanties peuvent être suspendues en cas de non-paiement des cotisations.

Tout paiement versé indûment après la date de cessation des garanties devra être remboursé sans délai par l'agent.

11.4 - Maintien des garanties

✓ Cas 1 :

Les agents dans l'une des situations particulières listées au II de l'article 2 du décret n°2022-633 du 22 avril 2022 conservent la qualité de bénéficiaires actifs.

Il s'agit des agents en situation de :

- Congé parental
- Disponibilité pour raison de santé, congé sans rémunération pour raison de santé ou congé sans salaire pour raison de santé, de maternité ou lié aux charges parentales
- Congé de proche aidant, congé de présence parentale et congé de solidarité familiale



- Congé de formation professionnelle.
- Bénéficiaire de l'allocation spécifique de cessation anticipée d'activité

Dans ce cas, sa cotisation est égale à 100% de la cotisation d'équilibre, l'employeur participe à hauteur de 50% du montant.

✓ **Cas 2 :**

Les bénéficiaires actifs qui deviennent d'anciens agents non retraités, maintiennent leur adhésion aux contrats collectifs en santé pour les mêmes garanties et à titre gratuit (sans contrepartie de cotisation), et ce à compter de la date de cessation de leur relation de travail avec leur employeur à conditions qu'ils soient inscrits comme demandeur d'emploi et indemnisés au titre de l'assurance chômage.

La durée de ce maintien correspond à la durée du ou des dernier(s) contrat(s) consécutifs sans période d'interruption de plus de deux mois, dans la limite de la période d'indemnisation par l'assurance chômage et sans qu'elle ne puisse excéder 12 mois.

Les ayants droit de ces anciens agents non retraités continuent de bénéficier du maintien de leur adhésion au contrat collectif dans les mêmes conditions. Ils n'acquittent pas de cotisations.

11.5 - Structure de l'offre « Santé », services associés, actions de prévention et fonds de solidarité

Il est demandé au candidat de produire une offre conforme :

- aux grilles de garanties présentées pour le socle obligatoire et le régime optionnel en ANNEXE 1,
- aux renforts de garanties pour la surcomplémentaire.
- et tenant compte du fait que l'offre ne saurait être inférieure aux obligations incombant à l'employeur en matière de garanties résultant de l'accord interministériel du 26 janvier 2022 si d'ici la législation devait évoluer entre la parution de l'appel d'offre et la date de mise en place des garanties.

Le titulaire précisera également les modalités d'accompagnement de la DRH pour le déploiement du dispositif en amont de la prise d'effet de la complémentaire santé à effet du 1^{er} janvier 2026, avec un calendrier de mise en œuvre respectant les contraintes et planning de l'ANSES pour assurer la bonne mise en gestion (construction d'une annexe avec le calendrier cible en cours) et en précisant les outils et ressources mis à disposition des services RH et des bénéficiaires.

Il s'engage à organiser et animer des réunions d'informations au sein de l'ANSES (au siège et en région) afin de suivre l'avancement de la mise en place des contrats collectifs et de répondre aux questions éventuelles. Le titulaire devra désigner des interlocuteurs dédiés à chacun des services RH des employeurs pour les questions et demandes relatives à la gestion des contrats collectifs dans toutes ses dimensions. Il devra également nommer des interlocuteurs dédiés aux SIRH pour les questions et demandes relatives à la gestion SIRH des contrats collectifs dans toutes ses dimensions.

En sus des garanties, il est attendu de la part du candidat qu'il intègre à son offre :

- Les services suivants :
 - Un réseau de professionnels de santé permettant le plus faible reste à charge en offrant une orientation dans le parcours de soins et des tarifs négociés, particulièrement sur les prothèses (optique, dentaire et auditive) avec la validation des devis. Il est demandé au titulaire de préciser le nombre de partenaires, l'implantation géographique par département, l'efficacité en termes de réduction des coûts;
 - Un outil de géolocalisation des professionnels de santé en fonction de l'adresse de l'assuré ;
 - Un service de téléconsultation ;



- Un outil de conseils, d'accompagnement et d'aide au maintien de la forme et du bien-être ;
 - Des prestations d'aide à la personne permettant de faire face aux besoins de la famille et du logement (assistance aux enfants, aide-ménagère, services d'accompagnement, ...) en cas d'immobilisation ou hospitalisation.
 - L'assistance à l'étranger
 - Une plate-forme d'accueil téléphonique avec un numéro d'accès gratuit et dédié aux bénéficiaires (à préciser par le titulaire : localisation géographique, moyens, horaires)
La plate-forme d'accueil téléphonique doit être localisée exclusivement dans l'Union européenne et les interlocuteurs en capacité de s'exprimer en langue française.
- Les actions de prévention sont :
 - Orientées vers la famille et l'ensemble des bénéficiaires du contrat (ex : enfants sur la sécurité routière, les écrans, les aidants familiaux, la sécurité domestique).
 - Concernent également les dépistages et la prévention par rapport aux maladies chroniques, notamment le diabète, et les premiers secours de la santé mentale

Ces actions de prévention en santé sont entièrement à la charge de l'organisme complémentaire. Elles ne font l'objet d'aucune participation financière, ni de la part de l'employeur public, ni de celle des bénéficiaires. Le titulaire propose annuellement un programme d'action qui doit être mise en place l'année suivante.
 - La gestion des dispositifs de solidarité prévus au travers de deux fonds sociaux dédiés :
 - Le fonds d'accompagnement social ;
 - Le fonds d'aide aux retraités.

L'Annexe technique et financière définit la structure de l'offre du candidat.

11.6 - Mise en place du régime et exécution

Le titulaire s'engage à mettre à disposition de l'ensemble des bénéficiaires pré-affiliés lors de la mise en place du régime les cartes de tiers payant au plus tard du 20 décembre 2025.

Il doit préciser les délais suivants :

- Affiliation : délai de traitement ou de mise à jour ;
- Délais de remboursements et d'instruction avec le détail pour l'optique, le dentaire, l'hospitalisation et autres cas ;
- Réclamation : délai d'accusé de réception et de réponse ;
- Appels téléphoniques : durée moyenne d'attente.

Le titulaire devra également transmettre à l'ANSES un fichier des agents ayant souscrit l'une des 2 options mensuellement au plus tard le 5 du mois n+1.

11.7 - Pilotage du régime

L'ANSES a pour ambition de mettre en œuvre, conjointement avec le titulaire, un pilotage du régime qui permette de maintenir un bon niveau de garanties et une parfaite maîtrise des équilibres techniques durant tout le temps du marché (soit 6 années sauf mise en œuvre de la faculté de non-reconduction annuelle prévue à l'article 1.3 du présent CCP).



Sur le plan technique, il est demandé que le candidat produise des comptes de résultats pour n-1 avant le 31 mai de chaque année, accompagné d'un compte estimatif transmis avant le 31 août pour apprécier les tendances de l'année N.

Une ventilation détaillant les dépenses (par poste ou groupes de postes, par bénéficiaire et par type de garanties) sera indispensable avec, pour faire une approche comparative, le profil de consommation chez les employeurs relevant du même secteur d'activité ou de même profil démographique et, à tout le moins, chez celui des autres employeurs gérés par le candidat.

Plus précisément, l'ANSES retiendra les modalités et calendrier de pilotage suivantes :

- Un rapport d'exécution (reporting) régulier portant sur :
 - Le suivi de la sinistralité de l'année N-1 et de l'estimatif N : Ce rapport d'exécution consiste, comme indiqué ci-dessus, en un compte de résultat de l'année N-1 (transmis avant le 31 mai N) d'une part, et un compte de résultats prévisionnel de l'année N après le premier semestre (transmis avant le 31 août N), d'autre part ;
 - Le suivi pluriannuel de l'équilibre du régime : ce rapport d'exécution (reporting), complémentaire du précédent, consiste en la production d'un compte de résultat qui devra être transmis avant le 31 mai N.
Ce rapport d'exécution devra permettre de disposer des éléments nécessaires pour réaliser le rapport annuel au Comité de suivi de l'accord interministériel instauré par l'accord interministériel du 26 janvier 2022 ;
 - Le suivi de la consommation : les comptes de résultat ci-dessous seront accompagnés des éléments d'information statistiques propres à la bonne compréhension des consommations poste par poste, catégorie par catégorie (adhérents actifs/retraités, ayants droits) et garantie par garantie (base et option). Le candidat apportera tous éléments utiles à la bonne compréhension des comptes et fera un point sur toute actualité (juridique ou administrative) susceptible d'avoir des conséquences sur le régime de l'ANSES ou sa propre activité en tant que professionnel de l'assurance ou de la gestion ;
 - Le suivi des différents mécanismes de solidarité
 - Le suivi des services : dans le respect du secret médical et de la législation Informatique et Libertés, il sera fait un retour sur les usages des services que les bénéficiaires ont pu faire durant l'année passée pour comprendre les besoins auxquels ils répondent, envisager activement si les services satisfont ces besoins et s'il en apparaît de nouveaux.
 - Le suivi annuel de chacun des fonds sociaux (accompagnement social et aide aux retraités) sur le plan financier avec un rapport d'exécution (reporting) détaillé de sa consommation.
- Des échanges qualitatifs réguliers en lien avec les comptes de résultat :
 - Les réunions de pilotage annuelles faite avec les représentants de l'ANSES et devant la CPPS :
 - La 1^{ère} réunion de présentation des comptes de résultats N-1 à l'employeur aura lieu avant le 30 juin de l'année N. Elle devra aussi comporter une présentation des préconisations (notamment tarifaire) pour l'année N+1 ;
 - La 2^{nde} réunion avant fin septembre pour déterminer les conditions de renouvellement selon les impacts prévisibles selon le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale, les comptes prévisionnels et les demandes d'évolution des garanties présentées par le candidat (à transmettre 15 jours avant la date de la réunion) ;
 - La 3^{ème} réunion en décembre N ou janvier N+1 pour dresser le bilan de la gestion des fonds sociaux et proposer les éventuels ajustements nécessaires pour l'année N+1.
 - Ces réunions ont lieu en sus des points de gestion entre le candidat et la DRH de l'ANSES pour valider le bon avancement des adhésions et le traitement des réclamations ou incidents portés à la connaissance de l'employeur.

- Un pilotage sous conditions :
 - L'ANSES n'admettra pas d'augmentation systématique sans justification technique concernant son régime ;
 - Avant toute proposition d'augmentation, il sera présenté une alternative en matière de maîtrise des dépenses (limitation dans une fréquence de garantie, mise en place d'un plafond, etc.) ;
 - Si le candidat justifie le caractère impérieux d'une modification des taux de cotisation, il devra formuler une 1^{ère} proposition d'évolution avant fin juin afin de permettre à l'ANSES de prendre toutes dispositions nécessaires dans le respect du code de la commande publique si la poursuite des liens contractuels avec le candidat n'était pas possible ;
 - Lorsque les comptes font apparaître un excédent structurel de recettes au-delà de la période de maintien de taux, le candidat s'engage à proposer le moyen de les ajuster aux dépenses ou à proposer de modifier les garanties qui apparaîtraient pertinentes sur un plan sanitaire ;
 - En cas de résiliation sur l'initiative de l'assureur, celui-ci s'engage au respect d'un préavis de 6 mois. Le délai opposable à l'ANSES sera en revanche conforme à la législation de droit commun en assurance.

ARTICLE 12 : Gestion des cotisations de l'affiliation et des prestations

L'ANSES utilise un unique système d'information RH pour les agents titulaires, contractuels de droit public et de droit privé. Il est demandé au titulaire d'effectuer un test des cotisations entre octobre et novembre 2025, afin de s'assurer du bon fonctionnement de la partie socle interministériel et du régime optionnel.

12.1 - Interlocuteurs dédiés

Le titulaire doit désigner plusieurs personnes dédiées pour toutes les questions et demandes relatives au suivi et à l'évolution du régime et au paiement des prestations.

Il est attendu :

- Une direction de projet ;
- Une équipe projet de mise en place du dispositif informatique et de suivi technique des flux (interlocuteurs dédiés) ;
- Une équipe de gestion du contrat pour l'ensemble des bénéficiaires, interlocuteurs dédiés auprès de la DRH pour la gestion des affiliations, flux SIRH avec l'ensemble des employeurs et établissements rattachés ;

Le titulaire décrit dans son mémoire technique l'équipe envisagée en premier lieu pour la phase de mise en place du dispositif, puis la phase normale d'exécution des contrats, et enfin la phase de réversibilité et transférabilité accompagnant la fin des contrats.

Dans cette description de la composition de l'équipe dédiée, il est précisé les fonctions, niveau de formation, expérience professionnelle, numéro de téléphone et courriel ainsi que leur disponibilité en termes d'horaires et de jours ouvrables.

Lors de la mise en place du contrat, le titulaire doit remettre un document reprenant cette organisation avec les contacts des personnes occupant les fonctions désignées

En cas de modification d'un interlocuteur dédié ou du binôme attribué, et/ou de ses coordonnées, le titulaire s'engage à en informer l'ANSES dans les 30 jours calendaires) suivant ce changement et à désigner un remplaçant d'un niveau au moins égal à l'intervenant remplacé ou défaillant.

12.2 - Gestion des cotisations pour les garanties obligatoires des agents

Pour les garanties du socle obligatoire, l'ANSES assurera l'entièreté du traitement : calcul de la cotisation des agents, prélèvement sur la paye des agents de la part leur revenant et versement des cotisations au titulaire.

12.3 - Gestion des cotisations pour les garanties facultatives

Cela concerne :

- Les cotisations du régime optionnel et de la surcomplémentaire pour les bénéficiaires actifs
- Et, toutes les garanties pour les 2 autres types de bénéficiaires (anciens agents pouvant bénéficier de la portabilité, retraités et ayant-droits).

Dans les cas ci-dessus décrit, le titulaire fera son affaire du règlement individuel par chaque bénéficiaire de chacune des cotisations du régime socle, optionnel ou surcomplémentaire qu'il aurait souscrit.

Il précise les modalités applicables : périodicité, modalités (prélèvement, virement, chèque...).

Il décrit la procédure prévue en cas de non-paiement des cotisations dues par les bénéficiaires couverts à titre facultatif et réglant directement leur cotisation au titulaire (ex : rejet de prélèvement SEPA) y compris par l'agent au titre des options qu'il aura souscrites. Notamment, le titulaire communiquera avec précision les frais supplémentaires engendrés par la mise en œuvre de la procédure et leur plafonnement.

NB : pour les agents actifs ayant souscrit une option (facultative), la participation de l'ANSES (au maximum 5 euros) fera l'objet d'un virement à l'agent et ne doit donc pas être traité par le titulaire.

Le titulaire transmet chaque mois à l'administration, la liste des agents ayant souscrit une option en indiquant l'option choisie. Ce document sert d'attestation pour le comptable public.

12.4 - Gestion des prestations

Les garanties, objet de la présente consultation, seront versées sous forme de prestations dans les conditions fixées par le code des assurances, le code de la sécurité sociale ou le code de la mutualité selon les conditions du contrat d'assurance souscrit.

Le candidat devra décrire précisément les modalités de gestion et indiquer clairement les délais de traitement qu'il entend respecter et les moyens dont il s'est doté pour respecter ces délais, en distinguant celles pouvant faire l'objet d'une télétransmission et les autres cas.

Il assure également la mise en place et le fonctionnement du tiers payant conformément à l'article L. 871-1 du code de la Sécurité sociale.

12.5 - Suivi des cotisations et prestations

Afin d'optimiser le suivi et la gestion des contrats et des dossiers par l'ANSES, il est demandé au titulaire de mettre à disposition :

- Un espace extranet employeur
Pour le suivi des cotisations et des prestations, il est recommandé de mettre en place des flux automatisés pour toutes les situations où cela est possible et pertinent. Afin d'assurer une bonne gestion, un portail employeur doit permettre d'effectuer, en cas de besoin ou lorsque les flux entre outils ne les prévoient pas, les actions suivantes :
 - Vérifier et/ou calculer les cotisations de l'adhérent pour le socle et l'option ;
 - Déclarer les entrées et sorties ;
 - Modifier la situation d'un agent ;
 - Éditer les états récapitulatifs de gestion nécessaires à une gestion optimale des droits du personnel ;

- Accéder à toute la documentation juridique, contractuelle et commerciale ;
 - Gérer les dispenses, avec au minimum un état du personnel « en dispense », voire un outil dédié à la gestion des dispenses ;
 - Éditer et transmettre les montants des règlements à verser au titulaire ;
 - Fournir un fichier récapitulatif de l'ensemble du personnel, précisant leur situation vis-à-vis du régime collectif de complémentaire santé (adhérent au socle, adhérent au socle avec complémentaire, dispensé, en portabilité, en congé particulier, etc.).
- Un « espace adhérent » (web avec une version mobile), afin de permettre aux adhérents (agents et retraités) à la fois de :
 - Mettre à disposition les différents documents d'information (socle, régime optionnel et surcomplémentaire ;
 - Simuler la cotisation due pour eux et leurs ayants-droits au moment de l'adhésion ;
 - Gérer leur adhésion et celle de leurs ayants droit ;
 - Suivre l'évolution de leurs remboursements avec les décomptes santé ;
 - Réaliser des demandes de devis
 - Déclarer les changements de situation familiale ou de rattachement ;
 - Ajouter ou supprimer des bénéficiaires ;
 - Mettre à jour ses coordonnées personnelles et envoyer des documents (adresse, email, téléphone, RIB, justificatifs...) ;
 - Charger leur carte de tiers-payant en cours d'année (pdf et carte de tiers payant virtuelle) ;
 - Pouvoir prendre un RDV en ligne (ou solliciter une téléconsultation) avec l'organisme assureur ou une rubrique « nous contacter » ;
 - Obtenir des devis et des confirmations d'accord (ou non accord) de prise en charge en soumettant un devis (par exemple soumettre un devis pour une couronne dentaire pour savoir ce qui est pris en charge) ;
 - Déposer des demandes de remboursement pour les frais de santé n'entrant pas dans la télétransmission et suivi de la demande
 - Télécharger les documents contractuels, les éléments relatifs avec le montant et le niveau de cotisation, des attestations, le détail des remboursements ;
 - Trouver un professionnel de santé (annuaire opticien, dentiste... recommandé par l'organisme).
 - Les moyens humains et la possibilité de joindre un interlocuteur pour apporter une disponibilité auprès de l'employeur comme des adhérents.
 - Un point particulier est attendu en ce qui concerne les moyens (dématérialisés et humains) mis à disposition par le titulaire dans le cadre de la mise en place du contrat d'avril à décembre 2025.

12.6 - Communication

Le titulaire a décrit le plan de communication envisagé pour informer les bénéficiaires dans son mémoire technique.

Ces actions pourront prendre la forme de séminaires en ligne, de vidéos, d'animation de stand dans les locaux de l'ANSES.

Ce plan est établi en concertation avec l'ANSES.

Le titulaire met à disposition un livret d'accueil pour les bénéficiaires précisant :

- Les garanties dont ils bénéficient ;
- Les modalités d'affiliation des bénéficiaires ;



- Les coordonnées (courriels, téléphone) des interlocuteurs à contacter pour la mise en œuvre, la gestion et le suivi des garanties ;
- Les modalités de gestion du site extranet dédié ;
- Tout document indispensable pour les prises en charges médicales ;
- Les modalités de prise en charge et de remboursement dans le cadre des garanties

12.7 - Suivi de la qualité de la gestion

Le titulaire s'engage à réaliser chaque année une enquête de satisfaction auprès des bénéficiaires sur les thématiques suivantes :

- Gestion des adhésions
- Gestions des prestations
- Echanges avec le centre de gestion

Le questionnaire de satisfaction sera transmis à la CPPS pour validation avant envoi aux bénéficiaires. Les résultats de cette enquête de satisfaction sont transmis avant le 30 juin de l'année suivante à l'ANSES.

12.8 - Mise à jour des éléments contractuels des contrats collectifs

Le titulaire dans le cadre de son offre a remis les documents contractuels provisoires (à valider par l'ANSES) suivants pour le panier de soins

et les options, et les différentes catégories de bénéficiaires :

- Conditions générales ;
- Conditions particulières ;
- Document d'information sur le produit d'assurance (IPID) ;
- Notice.

Ces documents sont mis à jour à chaque évolution de garanties ou de cotisations le nécessitant. Le titulaire s'engage à fournir les documents lors de l'affiliation des bénéficiaires ou avant chaque entrée en vigueur des documents modifiés.

12.9 - Modification du marché/ clause de réexamen

L'acheteur se réserve la possibilité d'utiliser les articles R. 2194-1 à R.2194-9 du Code de la commande publique pour :

1. Modifier des prestations prévues initialement telles que :

- l'évolution des modalités de révision des prix de la cotisation ;
- l'évolution des délais de traitement des remboursements ;
- l'évolution du système de prélèvement des cotisations ;
- l'évolution du périmètre du marché ;

L'ensemble de ces modifications feront l'objet d'avenants établis en concertation avec le titulaire.

2. Ajouter des prestations spécifiques nécessitant une mise en œuvre particulièrement conséquente, notamment lors de la phase d'initialisation, en matière :

- d'interopérabilité des systèmes d'information entre le titulaire et l'ANSES,
- de campagne de communication auprès des bénéficiaires,
- d'aide aux démarches administratives pour les bénéficiaires.



L'ensemble de ces modifications feront l'objet d'ordres de services/avenants établis en concertation avec le titulaire.

3. Ajuster la rédaction des clauses relatives à la protection des données.
4. Ajouter par avenant des prestations non prévues initialement mais devenues nécessaires à la réalisation du marché
5. Modifier le nom du titulaire notamment en cas de cession du marché à la suite d'une opération de restructuration du titulaire initial

CHAPITRE 4 : PENALITES – RESILIATION - DIFFERENTS

ARTICLE 13 : Pénalités

L'acheteur se réserve la faculté d'appliquer des pénalités lorsqu'il estime que la méconnaissance d'une obligation contractuelle est imputable au titulaire (hors cas de force majeure).

Les pénalités de l'année n relatives à la gestion du contrat sont regroupées et font l'objet d'une seule facturation en année n+1. A cet effet, le titulaire fournit un état des indicateurs liés à la gestion prévue (en matière d'affiliation, de délais de remboursement et d'instruction, de réclamation et d'appels téléphoniques, émission de cartes de tiers payant et relatif au fichier mensuel des agents ayant souscrit une option). Ces éléments sont transmis à la fin du 1^{er} trimestre de l'année n+1.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire. Ce dernier met à disposition de l'ANSES un tableau de bord mensuel de suivi de ses engagements, en lien avec les pénalités décrites ci-dessous.

13.1 - Pénalités relatives à la mise en place du dispositif de PSC

- Retard dans la mise à disposition des cartes de tiers-payant à l'ensemble des bénéficiaires pré-affiliés (au plus tard au 20 décembre 2025) : 1000€ par carte et jour ouvré

13.2 - Pénalités de retard relatives à l'exécution des prestations

En cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations, le titulaire encourt sans mise en demeure, les pénalités suivantes :

- Affiliation : délai de traitement ou de mise à jour : 100€ par jour de retard et par dossier
- Délais de remboursement et d'instruction : délais de traitement : 100€ par acte dépassant le délai
- Réclamation : délai d'accusé de réception d'une réclamation : 50€ par jour de retard par réclamation et délai de réponse : 100€ par jour de retard
- Appels téléphoniques : durée moyenne d'attente : 200€ par tranche de 3 minutes par rapport à la durée moyenne fixée dans l'offre
- Appels téléphoniques : taux de perte : 1000€ par pourcent de dépassement à partir du seuil fixé dans l'offre
- Tiers payant : délai d'émission de la carte de tiers payant : 200€ par jour de retard par carte
- Envoi du fichier des agents ayant souscrit une option : 200€ par jour de retard (après le 5 de chaque mois)

Les retards sont exprimés en jours ouvrés.

13.3 - Pénalités de retard relatives au reporting

En cas de dépassement des délais contractuels de remise des éléments de reporting définie dans le CCP, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable les pénalités suivantes

-
- Retard de transmission du rapport d'exécution comprenant les comptes de résultats définitif et le compte prévisionnel : 1000€ par jour de retard
- Retard de transmission de l'analyse statistique détaillée de la consommation par poste de soins et population, de l'analyse démographique : 300€ par jour de retard
- Retard de transmission de l'information de volonté d'aménager les garanties ou les revalorisations de cotisation : 500 € par jour de retard

Les retards sont exprimés en jours calendaires.

13.4 - Pénalités pour non fourniture des documents relatifs au travail dissimulé

Lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, il lui enjoint, par lettre recommandée avec avis de réception, de faire cesser immédiatement la situation et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours, imposé par l'article R. 8222-3 du code du travail, pour répondre à l'injonction du pouvoir adjudicateur.

En l'absence de régularisation satisfaisante dans ce délai, la personne publique peut imposer des pénalités ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risque du titulaire.

Le montant des pénalités à ce titre est fixé à 20€ par jour ouvré de retard, dans le respect des conditions de l'article L. 8222-6 du code du travail.

13.5 - Autres pénalités

- Pénalités liées aux erreurs de remboursement (erreur sur le bénéficiaire ou sur le niveau de remboursement ou non-conformité) : 500€ par manquement constaté
- Non-respect du règlement général pour la protection des données est susceptible d'entraîner une pénalité forfaitaire de 5 000 euros par manquement constaté..
- Pénalités pour sanctionner le non-respect des obligations de moyens :
 - o Défaillance de la ligne téléphonique ou extranet à disposition des usagers créant une rupture d'accès de plus de 24 heures : 1000€ par jour d'indisponibilité calendaire
- Pénalité pour absence du titulaire à une réunion de travail, Comité de pilotage ou CPPS : 1000€ par réunion
- Pénalité en cas de non-transmission du contrat de sous-traitance : 200€ par jour de retard

Les retards sont exprimés en jours calendaires.

13.6 - Plafonnement et exonération

Les pénalités de retard sont plafonnées à 10% du montant total hors taxe de l'année N (année au cours de laquelle s'est produit le fait générateur). Pour son application le montant total hors taxe est entendu comme la somme des cotisations de la part employeur et des coûts de chargement sur une base annuelle.

ARTICLE 14 : Résiliation

14.1 - Résiliation par l'acheteur – principes généraux

L'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 14.3 soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 14.2.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire ne pourra prétendre à la moindre indemnité en réparation du préjudice qu'il pourrait subir du fait de cette décision conformément aux stipulations de l'article 14.4.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. Sous réserve des stipulations particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

Si la personne publique décide de conclure un marché de substitution après résiliation, les éventuels excédents de dépenses sont prélevés sur les sommes dues au titre du marché résilié sans préjudice des droits à exercer contre le titulaire en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles des dépenses restent acquises à la personne publique.

14.2 - Résiliation pour événements extérieurs au marché

En cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire, le marché est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L. 622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

En cas de liquidation judiciaire du titulaire, le marché est résilié, si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L. 641-11-1 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

14.3 - Résiliation pour faute du titulaire

L'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire dans les cas suivants :

- a) Le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail, à la protection de l'environnement, à la sécurité et la santé des personnes ou à la préservation du voisinage ;
- b) Le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ;
- c) Le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance ;
- d) Le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances dans les conditions prévues à l'article 7 ;
- e) Le titulaire n'a pas communiqué les modifications mentionnées à l'article 3.4.2 et ces modifications sont de nature à compromettre la bonne exécution du marché ;
- f) Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux ;
- g) Le titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité, conformément à l'article 5 ;
- h) Postérieurement à la signature du marché, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;



- i) Postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché, s'avèrent inexacts.

Sauf dans les cas prévus aux f, h et i ci-dessus, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au titulaire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, l'acheteur informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

14.4 - Résiliation pour motif d'intérêt général

La résiliation du marché pour motif d'intérêt général n'ouvrira droit à aucune indemnité pour le titulaire.

ARTICLE 15 : Transmission de données et clause de transférabilité

Quatre (4) mois avant la date d'anniversaire du marché, le titulaire doit rendre accessible et exportable sur une plateforme électronique sécurisée l'ensemble des connaissances et des documents dont il dispose.

Au terme du marché, que ce soit à la fin de la dernière période ou suite à une non reconduction ou une résiliation, le titulaire doit avoir transféré à l'acheteur ou, sur décision de ce dernier, au nouveau prestataire les connaissances et les documents dont il dispose, sous un format électronique (format xls).

Il devra être notamment transmis les données personnelles concernant les retraités afin d'assurer une continuité dans le cadre de changement de l'organisme assureur retenu par l'ANSES.

Ce transfert doit contenir les données les plus récentes du mois qui précède ce terme. Le titulaire doit ensuite faire basculer la responsabilité opérationnelle, c'est-à-dire restituer les actifs, matériels, voire les logiciels spécifiques et les données.

Le titulaire doit assister l'acheteur et transférer le savoir-faire pour l'exploitation informatique.

ARTICLE 16 : Règlement des différends entre parties

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Le tribunal administratif de Melun est seul compétent.

Tous les documents, notices et correspondances relatifs au marché sont rédigés en français.